

14 les traces d'une guerre 18

Afrique CFA 5 000 F CFA, Algérie 680 DA, Allemagne
7,90 €, Antilles-Guyane 8,00 €, Belgique 7,90 €,
Canada 12,50 \$C, Italie 7,90 €, Luxembourg 7,90 €,
Maroc 70 DH, Grèce /Portugal cont. 7,90 €, Pays-Bas
7,90 €, Royaume-Uni 5,80 £, Réunion 8,00 €, Suisse
12,90 FS, TOM Avion 1600 XPF, Tunisie 9,800 DT.

M 06953 - 12 H - F: 7,00 € - RD



La mémoire en chantiers

La Grande Guerre représente en France bien plus que de l'histoire. La construction de son souvenir, sélective et changeante, a suscité de multiples productions culturelles.

PAR NICOLAS OFFENSTADT

Le 11 novembre 1964, devant le monument aux morts du village, pendant la minute de silence, le père de Claude Duneton, ancien combattant de 14-18, s'indigne : « *« Ah nom de Dieu ! Oui, elle était belle la guerre ! »* Ça l'a pris d'un coup : il faisait des gestes désordonnés, tout rouge ; j'ai cru qu'il pétaît les plombs pour son anniversaire. » Ainsi débute le roman de Duneton, *Le Monument*, paru en 2004 (Balland), qui raconte l'histoire des soldats de son village de Corrèze. L'œuvre fait partie de la dizaine de romans publiés cette année-là, chez de grands éditeurs, ayant pour toile de fond la Grande Guerre, souvent des histoires de poilus. La plupart des auteurs sont de la génération des petits-fils ou des arrière-petits-fils.

La même année, le film de Jean-Pierre Jeunet, *Un long dimanche de fiançailles*, une histoire de répression disciplinaire pendant la guerre, adaptée du roman de Sébastien Japrisot (Denoël, 1991), attire plus de 4 millions de spectateurs ! La Grande Guerre en France aujourd'hui est ainsi bien plus que de l'histoire. Elle suscite un intérêt qui se manifeste par de multiples productions culturelles. Outre les films, livres, BD ou pièces de théâtre, des chan-

sons de la pop ou du rock contemporain évoquent *Le Chemin des Dames* (titre récent de Soldat Louis), la mort dans les tranchées (Sanseverino, *Le Dormeur du val vivant*), les mutineries (Prisca, *Soldats de plomb*) ou *La Femme du soldat inconnu* (les Femmouzes T).

Patrimoine et généalogie

D'innombrables activités associatives animent la zone de l'ancien front. Ces associations, souvent composées de bénévoles, entretiennent le patrimoine, organisent des visites (à la butte de Vauquois, haut lieu de la guerre des mines par exemple), des conférences, et se substituent aux institutions publiques, parfois défaillantes en matière de préservation des vestiges de la Grande Guerre. Nombreux sont les amateurs et généalogistes qui s'emparent de l'histoire de leur ascendant pendant le conflit, parfois jusqu'à en éditer le carnet, en livre ou sur Internet (il existe même un guide, *Votre ancêtre dans la Grande Guerre*, Ed. Ysec, 2007). Bref, 14-18, loin d'être simplement un sujet savant, est devenu, depuis une vingtaine d'années, une véritable pratique sociale et culturelle d'envergure.

Cet engouement participe du développement des associations patrimoniales et de la vitalité de l'histoire locale, stimulé par la massification de

l'enseignement supérieur qui fournit des individus de mieux en mieux formés. Cet intérêt pour 14-18 tient aussi à une double série de facteurs. La première relève des spécificités de la Grande Guerre, qui a touché toutes les familles françaises (8 millions de mobilisés). Chacun peut inscrire son « histoire à soi » dans la « grande histoire » : les destins individuels s'insèrent dans la lutte collective (la défense de Verdun en 1916, par exemple), et dépassent les horizons ordinaires de l'environnement régional (expédition en Turquie, guerre des Balkans, occupation en Allemagne après-guerre...). Cette inscription familiale dans l'histoire collective est facilitée par les images dominantes de 14-18 aujourd'hui : le poilu apparaît d'abord comme une victime des conditions terribles de la guerre, ou comme un héros des combats, voire les deux. Il est bien peu d'autres expériences collectives à partir desquelles les mémoires peuvent bâtir autant de figures positives : sûrement pas celles des guerres coloniales, et dans une mesure bien moindre celles de la Seconde Guerre mondiale, avec les résistants ou les justes.

La deuxième série d'explications de ce regain d'attention pour l'histoire de la Grande Guerre dépasse le conflit lui-même. L'intérêt pour le passé se

nourrit du brouillage des horizons collectifs en France avec l'affaiblissement des grands projets : chute du communisme d'Etat, tournant libéral de la social-démocratie, désyndicalisation... Bref, nos sociétés ont sans aucun doute un nouveau rapport au temps qui consomme du passé et des événements. Parmi ceux-ci, les drames d'autrefois ont évidemment une forte résonance et, en ce sens, certains discours sur les horreurs de la Grande Guerre s'inscrivent dans les logiques de la repentance.

Logiques de la repentance

Cette présence de 14-18 aujourd'hui est remarquable car il n'en fut pas toujours ainsi. Les mémoires ont une histoire, une chronologie. Chaque vecteur de mémoire (livres, monuments...) a également sa propre temporalité. Sans retracer tous les méandres du souvenir, rappelons simplement que dans les années 1950, après un nouveau conflit, la Grande Guerre s'efface dans l'espace.

Le grenier de l'écrivain Yves Gibeau, à Roucy, près du Chemin des Dames. Décédé en 1994, l'auteur d'*Allons z'enfants...* (1952) a demandé à être enterré dans l'ancien cimetière du village de Craonne.





Dans une galerie creusée sous les monts de Champagne, une figure sculptée par un soldat allemand.

■ public. François Mauriac écrit dans *Le Figaro littéraire* en 1957 : « [...] la Grande Guerre n'appartient plus à un passé proche. Les protagonistes du drame ont presque tous quitté la scène [...] ce que nous appelons encore "la grande guerre" disparaît sous la marée boueuse de 1940 ». Un éditeur, pourtant ancien combattant militant, rappelle, au début des années 1960 encore, qu'il ne veut plus de manuscrits de souvenirs de 14-18 car ils se vendent trop peu. Il serait sans doute bien étonné de voir leur succès aujourd'hui... Après 1945, les anciens combattants de 14-18 sentent alors la concurrence de nouveaux héros, les résistants ou les libérateurs.

En pleine guerre d'Algérie, dans les débats sur la torture, le haut magistrat Maurice Patin écrit ceci à l'avocat Jacques Vergès : « Je ne conteste nullement

que vous ayez contracté l'habitude de prendre vos responsabilités en janvier 1943, date à laquelle vous vous êtes engagé dans les FFL [Forces françaises libres]. Seulement, ayant pris de mon côté la même habitude à un âge voisin du vôtre, mais près de trente ans plus tôt, dans les tranchées de l'Artois, je me trouve avoir plus d'expérience que vous et être par suite en situation de désapprouver la voie que vous avez choisie... ».

Enjeux de pouvoir

La concurrence des mémoires de la Guerre recoupe ainsi des enjeux de générations. Elle a aussi vu s'affronter les anciens combattants et les institutions publiques. Contrairement à l'image d'une nation communiant dans le culte des poilus, le souvenir de 14-18 s'est construit d'emblée dans les rivali-

tés, les rapports de force et les enjeux de pouvoir. Ce sont les anciens combattants qui ont imposé le 11 novembre comme un jour férié, une fête nationale (1922) alors que le gouvernement souhaitait reporter la cérémonie au dimanche suivant le plus proche de cette date. De même, la « fabrication » du Soldat inconnu tient au militarisme de plusieurs anciens combattants et la cérémonie d'inhumation, tout comme les modalités de son culte,

ont été l'objet de nombreux débats et conflits. Journalistes et militants de droite et d'extrême droite refusaient que le Panthéon soit la dernière demeure du Soldat inconnu, trop républicain à leurs yeux, de même qu'ils rejetaient la fusion de la commémoration du Soldat inconnu et du cinquantenaire de la République (1920).

Les anciens combattants n'ont d'ailleurs pas obtenu tout ce qu'ils attendaient en matière mémorielle, comme

LE PHOTOGRAPHE Né en 1953 à Châlons-sur-Marne, Gérard Rondeau vit en Champagne. Reporter au Maroc, au Bénin, dans les Balkans ou les pays baltes, portraitiste de personnalités du monde de la culture ou des arts, il a consacré une « photobiographie » à l'écrivain Yves Gibeau, *Les Fantômes du Chemin des Dames* (Seuil, 2003). Ce travail est exposé jusqu'au 11 novembre au mémorial des Batailles de la Marne, à Dormans (Marne). Rens. : 03-26-57-77-87, <http://memorialdormans.free.fr>

en témoigne le destin de la loi de 1919 « relative à la commémoration et à la glorification des morts pour la France au cours de la Grande Guerre ». Elle comprenait cinq dispositions principales : l'inscription du nom des morts pour la France et des victimes civiles sur des registres déposés au Panthéon, l'établissement pour chaque commune d'un livre d'or avec le nom des combattants de la commune morts pour la France, l'érection d'un monument national commémoratif « des héros de la Grande Guerre » à Paris ou dans les environs, l'octroi de subventions aux communes pour la « glorification » des morts, l'instauration d'une cérémonie par commune le 1^{er} ou 2 novembre. Cette dernière mesure, on l'a dit, a été transformée par les anciens combattants. Mais pour le reste... Pas de grand monument national – Paul Claudel relance le projet pour le rond-point de la Défense en 1955, juste avant de mourir –, pas de livres d'or sur tout le territoire, pas de registre au Panthéon... Dans l'*Almanach du combattant*, en 1951, Georges Pineau, grande figure du mouvement, revient sur une loi si oubliuse : « L'Etat a "laissé tomber" les héros de 1914-1918. La loi qui voulait les glorifier est morte, elle aussi [...]. Ah ! S'il s'était agi d'une loi fiscale ! »

Mémoire sélective

La construction de la mémoire de la Grande Guerre est ainsi moins naturelle qu'il y paraît, elle est également sélective. La bataille de Verdun est, par exemple, devenue emblématique de la « résistance » française aux Allemands, au point d'apparaître comme le combat par excellence de la Grande Guerre. Celle du Chemin des Dames (1917), pourtant tout aussi importante, connaît à l'opposé un déficit mémoriel dont se plaignent encore les anciens combattants dans les années 1960, car ce fut une hécatombe provoquée par les choix stratégiques de l'état-major. Il faut attendre le début des années 1950 pour qu'un édifice mémoriel couvert soit construit sur le Chemin des Dames, et encore s'agit-il d'une chapelle relativement modeste. Rien qui soit comparable à l'Ossuaire de Douaumont (Verdun), à Notre-Dame-de-Lorette (Artois, 1915), ou au Mémorial de Dormans (bataille de la Marne).

Au-delà de tous ces lieux bien connus, les traces de 14-18 dans l'espace public contemporain sont encore d'une

immense richesse. Bien des cimetières communaux ont des tombes de poilus, souvent avec des inscriptions qui mériteraient une plus grande attention. Dans les rues, dans les gares, dans les parcs, plaques et monuments rappellent à qui veut les voir le grand combat de 14-18 et les souffrances qu'il a causées. Dans une rue de Marseille, voici, simplement posée sur une façade d'immeuble une plaque évoquant le « Lieutenant-colonel Charles Roux mort au champ d'honneur le 26 octobre 1918 à l'âge de 42 ans ». A Boulogne-Billancourt, devant la maison du colonel Raynal, une grande plaque (1967) rappelle le héros de « Verdun-1916 » qui défendit le fort de Vaux, figure connue de tous dans l'entre-deux-guerres. Au détour d'un quai de la Gare de Lyon-Perrache on remarque un médaillon « A Madame Bizolon. Mère des poilus. En souvenir des services rendus à nos soldats ». Et puis il reste des endroits oubliés, comme ce véritable « cimetière » de pierre au jardin d'agronomie tropicale à Nogent-sur-Marne, parcouru de monuments aux différentes troupes coloniales, dont plusieurs à l'architecture symbolisant les colonies en question. Sans compter les monuments et tombes sur les anciens champs de bataille, les graffitis et sculptures de soldats dans les sous-sols des régions du front.

A-t-on vraiment pris la mesure de ce patrimoine ? Sans doute, pour une part : associations et groupes de passionnés en préservent des portions, localement ou thématiquement. Des collectivités locales s'en inquiètent. Mais il manque des programmes d'ampleur pour le sauver ou du moins le recenser. Combien de plaques dans les cimetières disparaissent lors de rénovation des tombes ? Certaines disaient pourtant bien des choses sur le souvenir du soldat défunt, telle celle d'un aveugle de guerre disparue d'un cimetière du Beaujolais. Combien de monuments détruits ou abîmés lors de travaux, voire déplacés par les propriétaires gênés par leur présence ? Il suffit de comparer des cartes IGN récentes, qui indiquent précisément les monuments de mémoire, à des plus anciennes, pour constater les disparitions d'année en année. La Grande Guerre est bien là aujourd'hui, elle semble éloquente pour beaucoup de nos contemporains. Mais il reste encore à sauver des pans entiers de son souvenir. ■